

Perspectives

N°24/061 – 7 mars 2024

GÉOÉCONOMIE – Tensions et recompositions

Japon, Corée : des puces et des bébés

Au pays de la mondialisation, où chacun est dépendant de tous, le problème des uns tourne vite à l'avantage des autres. TSMC vient ainsi d'inaugurer une méga-usine au Japon, subventionnée à 40% par un État japonais qui cherche à profiter industriellement des tensions sino-taïwanaises. Reste à savoir si la main d'œuvre suivra sur place, dans une économie de plus en plus minée par le vieillissement. La peur que la démographie ne rattrape l'économie est forte aussi en Corée du Sud, où le gouvernement vient de lancer un vaste programme « d'épanouissement familial » afin de relancer un taux de natalité parmi les plus bas au monde. Allez faire des bébés là-bas, c'est très rentable en ce moment : 750 dollars par mois pour un nouvel enfant. Il n'en reste pas moins que, selon le scénario médian de l'Agence de statistiques coréenne, la population devrait baisser de 51,6 millions aujourd'hui sous la barre des 40 millions en 2041. À Taïwan, la situation est exactement la même : on parle maintenant des « enfants poilus » quand on croise des chiens et chats en poussette.

Taïwan : la tension ne faiblit pas sur Kinmen

Dans la même région, la situation en mer de Chine fait irrésistiblement penser à cette recette bien connue des Azéris : la géopolitique du salami, consistant à grignoter un territoire par petits bouts. Résumons : le 31 janvier, la trajectoire de la route aérienne civile M503, qui passe près de la ligne médiane, est modifiée par Pékin, et ce n'est pas rien puisqu'il s'agit de l'un des espaces les plus chargés en risque géopolitique du monde. En bas, sur mer, cela bouge aussi, du côté de l'archipel Kinmen, ces douze « îles périphériques » de Taïwan, de la taille du Lichtenstein, dont deux seulement sont peuplées par 137 000 personnes. Surtout, des îles qui sont à 10 kilomètres de la ville de Xiamen (capitale du Fujan, ex-fief du gouverneur régional Xi *himself*), mais à 150 kilomètres des côtes de Taïwan (plus loin, donc)... Le 15 février dernier, deux pêcheurs chinois se sont noyés, pourchassés par les Taïwanais, parce qu'ils étaient entrés dans les eaux restreintes de Taïwan. En représailles, les Chinois ont arraisonné le 19 février un bateau touristique taïwanais qui se dirigeait vers les îles Kinmen. Et suite à ces incidents, les gardes côtes de Fujan ont déclaré que les bateaux dans les eaux sud de Kinmen seraient régulièrement inspectés.

La géopolitique du salami

Tous les ingrédients de tension sont donc réunis : manœuvres dans la « zone grise », en dessous du seuil de la guerre ; rôle des bateaux de pêche, qui servent autant de point d'entrée que de surveillance des territoires maritimes contestés ; lignes de *statu quo*... Et bien sûr, les risques d'incidents qui vont avec des eaux maritimes surchargées. En fait, la pression monte sur Taïwan qui doit maintenir l'équilibre des forces et la crédibilité de la dissuasion, sans engager de montée aux extrêmes. Quant aux habitants de Kinmen, ils auront peut-être aussi leur rôle, mais en tenant d'un effet générationnel polarisant : les plus âgées sont proches du continent tandis que les jeunes sont attirés par Taïwan, où ils font leurs études. Cela dit, la géopolitique du salami a besoin aussi d'un dernier ingrédient : les visites américaines qui agacent Pékin. Celle de N. Pelosi en août 2022 avait déclenché la rupture du téléphone rouge entre Pékin et Washington (visiblement rétabli depuis la rencontre Xi-Biden) et le passage de drones chinois au-dessus des Kinmen, abattus par Taïwan. Voilà à présent Mike Gallagher, président de la Commission spéciale de la Chambre des Représentants sur le parti communiste chinois, chargé d'apaiser les craintes liées à une élection de D. Trump ou aux scénarios de blocage du type de ce qui arrive à l'Ukraine. M. Gallagher a donc réitéré la position bi-partisane du congrès sur Taïwan, et a évoqué des co-productions sur l'île, pour parer à toutes difficultés de livraisons d'armes (liées notamment à des problèmes de chaîne de valeur).

Turquie : les déplacements stratégiques des puissances moyennes

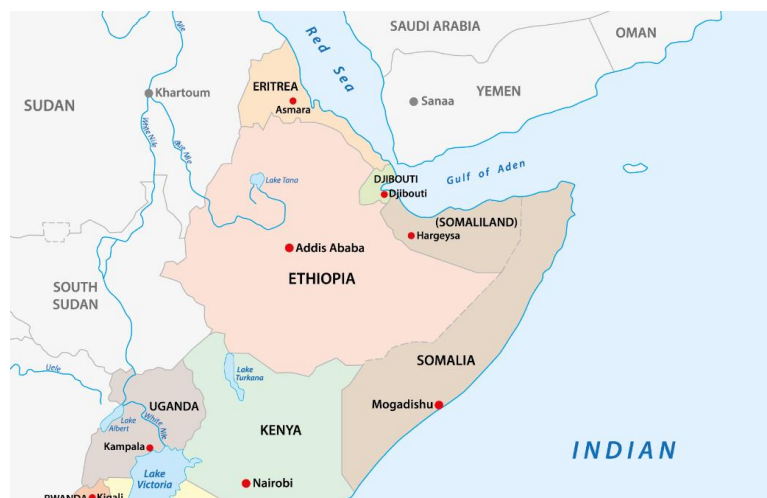
Pendant que les trois fronts ukrainien, gazaouite et taïwanais occupent les énergies et les analyses, les pions géopolitiques se déplacent vite sur les axes sud-sud. Il faut dire que certains États ont mieux compris que les autres que le temps de l'alignement unilatéral était mort, et que les alliances se feraient désormais « à la carte », selon les sujets et selon les régions. C'est particulièrement le cas de la Turquie, dont l'économie s'est géopolitisée depuis longtemps, et dont la politique étrangère marche main dans la main avec la diplomatie des drones. Et il faut dire qu'Ankara sait plutôt bien pousser ses pions sur le domino de la fragmentation géopolitique. Pour preuve, le marchandage de l'intégration de la Suède dans l'Otan, enfin ratifiée par le Parlement turc, ce qui a certainement débloqué aussi la reprise des livraisons de F16 américains.

La diplomatie turque nous dépasse ?

La relation américano-turque avait pourtant été compliquée cette année par les positions anti-israéliennes d'Erdogan, mais la rencontre avec A. Blinken de janvier dernier a dû aider. Du côté africain, en revanche, les Américains sont plutôt contents de voir se développer l'influence turque. Et à lire les rapports stratégiques des cercles proches de l'OTAN, ils ne sont pas les seuls : l'OTAN compte visiblement sur les Turcs pour assurer en Afrique le relais de l'influence française en chute libre. Or, cette influence se développe vite, qui mélange *soft* et *hard power*. Selon le nouveau classement *Diplomacy Index* du *Lowy institute*, la Turquie vient donc de dépasser la France et le Japon comme « acteur diplomatique influent », juste derrière les poids lourds chinois et américains. Ankara a désormais 252 missions diplomatiques dans le monde, contre 274 et 271 respectivement pour Pékin et Washington.

Et de l'autre côté du golfe d'Aden...

La relation turque avec la Somalie est une très bonne illustration du jeu des puissances dites secondaires sur des terrains stratégiques : attention, car on parle là, tout de même, de la reconfiguration des alliances autour de la mer Rouge ! Ainsi, la récente signature d'un accord de défense dans le domaine maritime entre les deux pays vient parachever une relation débutée en 2011, qui s'est lentement déployée de l'économie à la coopération culturelle (notamment via des ONG ou des institutions religieuses), en passant par la construction et la gestion d'infrastructures stratégiques, notamment ports et aéroports. Mais cet accord intervient dans un moment stratégique régional tendu, après la signature d'un protocole entre le gouvernement éthiopien et le Somaliland, qui donne un accès à la mer à l'Éthiopie. Cet accord a été dénoncé comme une violation de sa souveraineté par la Somalie, soutenue par les États-Unis, l'UE, l'Égypte et la Turquie bien sûr. Sauf que voilà, l'Éthiopie est soutenue par les Émirats arabes unis, ce qui risque de tendre à nouveau la relation avec Ankara. Gageons néanmoins que les Émirats ont les leviers nécessaires pour discuter en bonne position de tout cela, puisqu'ils sont des investisseurs importants aussi bien en Turquie qu'en Somalie...



Source : Getty Images

Article publié le 1^{er} mars 2024 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
05/03/2024	<u>Italie – Meilleur temps pour les ménages</u>	Italie
04/03/2024	<u>France – Une pluie d'indicateurs, des signaux mitigés concernant la conjoncture</u>	France
01/03/2024	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
26/02/2024	<u>France – Le taux d'endettement des agents non financiers est-il préoccupant ?</u>	France
22/02/2024	<u>Nigeria – Un pays en proie à de multiples défis</u>	Afrique sub-saharienne
21/02/2024	<u>Indonésie – Adoubé par Jokowi, le général Subianto s'impose facilement dans les urnes</u>	Asie
20/02/2024	<u>France – Des créations d'entreprises toujours vigoureuses en 2023</u>	France
19/02/2024	<u>L'économie britannique est tombée en récession au T4-2023</u>	Royaume-Uni
16/02/2024	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
15/02/2024	<u>ECO Tour 2024 : état de l'économie française secteur par secteur</u>	France
14/02/2024	<u>La fragmentation géopolitique fait évoluer la grammaire du risque pays</u>	Monde
14/02/2024	<u>Italie – Rebond de la production industrielle</u>	Italie
14/02/2024	<u>Thaïlande – Agitation politique, stagnation économique</u>	Asie
12/02/2024	<u>France – L'Insee table sur une croissance modérée au premier semestre</u>	France
09/02/2024	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO**Secrétariat de rédaction** : Fabienne PestyContact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Etudes ECO** disponible sur App store**Android** : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.